

5054H748/3

8160

(1941)

Répartition des sièges d'Administrateurs représentant l'Etat
entre les diverses catégories de fonctionnaires prévues par la loi
du 10 octobre 1940 (interprétation de l'article 1er de cette loi)

<u>Répartition des sièges d'Administrateurs</u> <u>représentant l'Etat entre les diverses catégories</u> <u>de fonctionnaires prévues par la loi du 10 octobre</u> <u>1940 (interprétation de l'article 1er de cette loi)</u>		
Note sur la question	2. 9.41	
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	20. 9.41	
Arrêté	14.10.41	
Notification	11.41	

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

....

CABINET DU PRÉSIDENT

....

Communication à la Reine ?

—

Voir D. 8.141

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

*Ministère
des Travaux Publics*

Direction générale
des Transports

Service Economique

1er Bureau

LE SECRETAIRE D'ETAT

à Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL d'ADMINISTRATION
de la SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER
FRANCAIS



SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
CABINET DU PRÉSIDENT

12 NOV. 1941

Secrétariat du Conseil

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, à titre de notification, ampliation d'un arrêté en date du 14 octobre 1941 maintenant M. DEVINAT Conseiller-Maître à la Cour des Comptes dans ses fonctions de membre du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer français.

Cet arrêté régularisant rétroactivement la situation de M. DEVINAT, j'estime qu'il n'y a pas lieu de le publier au Journal Officiel.

PAR AUTORISATION :

Le Directeur Général des Transports,

René CLAUDON

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

MINISTÈRE

DES

TRAVAUX PUBLICS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction générale
des Transports

Paris, le

ARRÊTÉ.

Service Economique

1er Bureau

Le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et le Secrétaire d'Etat aux Communications;

Vu le décret-loi du 31 août 1937 portant réorganisation du régime des chemins de fer, et notamment l'article 20, § 2°;

Vu la loi du 10 octobre 1940 réorganisant le Conseil d'Administration de la Société Nationale des chemins de fer français, et notamment l'article 1er, paragraphe a;

Vu l'arrêté interministériel du 21 octobre 1940 désignant les membres dudit Conseil d'Administration;

ARRÊTENT

Article 1er

M. DEVINAT, Conseiller-Maître à la Cour des Comptes, est maintenu dans ses fonctions de membre du Conseil d'Administration de la Société Nationale des chemins de fer français.

Article 2

Le présent arrêté prendra effet du 25 août 1941.

Fait à Paris le 14 OCTO 1941

LE MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT
A L'ECONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES,

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

Signé : BERTHELOT

Signé : G. Bouthillier

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau

Barin

- 3 -
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 8221-1

20 septembre 1941

C O P I E

Monsieur le Ministre,

M. DEVINAT avait été désigné, par arrêté du 21 octobre 1940, comme membre du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. au titre d'"Inspecteur Général de l'Enseignement technique".

Or, par décret du 25 août 1941, il a été nommé Conseiller Maître à la Cour des Comptes. De ce fait, il a donc perdu le titre à raison duquel il avait été investi.

Aux termes de l'article 1er de la loi du 10 octobre 1940, le siège qu'occupe M. DEVINAT est attribué "à un membre de l'un des grands corps de l'Etat ou d'un corps d'inspection générale des grands services publics". La Cour des Comptes se trouvant évidemment comprise au nombre des grands corps de l'Etat rien ne paraît s'opposer à ce que M. DEVINAT soit maintenu dans son mandat au sein de notre Conseil.

Mais, l'article 20 du décret-loi du 31 août 1937 est ainsi conçu :

"Le mandat des membres de la catégorie b) (représentants de l'Etat) prendra fin lorsqu'ils perdront le titre à raison duquel ils auront été investis s'ils ne reçoivent pas une nouvelle investiture".

Il semble que le respect de cette dernière disposition implique que M. DEVINAT doive, pour conserver valablement ses fonctions d'Administrateur de notre Société, faire l'objet d'une nouvelle désignation.

J'ai cru de mon devoir d'attirer votre attention sur ce point, en vue de vous permettre, au cas où vous partageriez ma

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications, 244 Bd St-Germain - PARIS -

manière de voir, de prendre, d'accord avec M. le Ministre
Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, la
décision que vous jugerez opportune.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de
mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Aux termes de l'article 1er de la loi du 10 octobre 1940,
le siège du "Compte" est attribué à un membre de l'un
des grands corps de l'Etat ou d'un corps d'inspection générale
des grands services publics. Le Comptable des Comptes ne trouvant
évidemment compris au nombre des grands corps de l'Etat rien
ne paraît s'opposer à ce que M. DEVINAT soit maintenu dans son
mandat au sein de notre Conseil.

En fait, l'article 20 du décret-loi du 31 août 1937 est ainsi
conçu :
"Le mandat des membres de la catégorie b) (représentants
de l'Etat) prendra fin lorsqu'ils auront le titre à raison
duquel ils auront été investis et ils ne répondront pas une fois
"vaine investiture".

Il semble que le respect de cette dernière disposition
implique que M. DEVINAT doive, pour conserver valablement ses
fonctions d'administrateur de notre société, faire l'objet d'une
nouvelle désignation.

Il est cru de mon devoir d'attirer votre attention sur ce
point, en vue de vous permettre, au cas où vous pourriez en

2 septembre

41

Nomination de M. DEVINAT
comme Conseiller-Maitre à la Cour des
Comptes

1°/ Le 3ème alinéa de l'article 20 du décret-loi du 31 août 1937 est ainsi conçu :

".... 2°) Le mandat des membres de la catégorie b) "(Représentants de l'Etat) prendra fin lorsqu'ils perdront le titre "à raison duquel ils auront été investis s'ils ne reçoivent pas une "nouvelle investiture...".

Or, M. DEVINAT a été nommé membre du Conseil d'Administration au titre de "Inspecteur général de l'Enseignement technique, Directeur au Secrétariat d'Etat aux Colonies" (Arrêté du 21 octobre 1940).

Les dispositions susvisées du décret-loi du 31 août 1937 n'ayant pas été modifiées, par la loi du 10 octobre 1940, le mandat de M. DEVINAT doit prendre fin à moins d'une nouvelle investiture.

2°/ Mais cette investiture est-elle possible ?

En effet, la composition du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. a été fixée par l'article 1er de la loi du 10 octobre

1940 de manière très précise. Il comprend notamment :

- a) 6 membres désignés parmi les fonctionnaires en activité de service appartenant aux administrations suivantes :
- 2 parmi les catégories ci-après :
 - 1 membre du Conseil d'Etat
 - 1 membre des grands Corps de l'Etat ou d'un Corps d'Inspection générale des grands services publics.
 - 2 parmi les fonctionnaires relevant du département des finances et choisis parmi :
 - soit les Inspecteurs généraux des Finances.... Secrétaires généraux, Directeurs ou Directeurs adjoints de l'Administration centrale;
 - soit parmi les magistrats de la Cour des Comptes ayant au moins le grade de Conseiller référendaire.
 - 2 parmi les membres des Corps des Ponts et Chaussées et des Mines, etc...

La composition actuelle du Conseil répondait à ces règles.

- La première catégorie était représentée par MM. DAYRAS et DEVINAT;
- La deuxième catégorie était représentée par MM. FOURNIER et ZAFFRAN;
- La troisième catégorie était représentée par MM. GRIMPRET et BOUTET.

La nouvelle investiture qui serait donnée à M. DEVINAT au titre de Conseiller-Maitre à la Cour des Comptes n'aurait-elle pas pour effet de porter à trois le nombre des représentants de l'Etat appartenant à la 2ème catégorie et de ramener à un celui des représentants de la 1ère catégorie, ce qui serait contraire aux dispositions de l'article 1er de la loi du 10 octobre 1940?

Nous ne le pensons pas pour les raisons suivantes :

L'article 7 de la Convention du 31 août 1937 prévoyait, pour la 1ère catégorie, quatre représentants, à savoir :

- 3 membres du Conseil d'Etat;
- 1 membre des Corps d'Inspection générale des grands Services publics.

La loi du 10 octobre 1940 a ramené le nombre de ces représentants à 2 et a, en même temps, modifié la nomenclature des administrations parmi les membres desquelles ils pourraient être choisis. Si l'un des deux représentants de cette catégorie doit être un membre du Conseil d'Etat, le deuxième peut être "un membre d'un des grands Corps de l'Etat ou d'un corps d'Inspection générale des grands Services publics".

La Cour des Comptes n'est-elle pas un des grands Corps de l'Etat ?

Il semble donc que l'un des deux représentants de la 1ère catégorie puisse être un membre de la Cour des Comptes, comme il pourrait d'ailleurs aussi bien être un membre de l'Inspection des Finances, des Ponts et Chaussées ou des Mines.

J. Closser